

Compte rendu du Conseil Municipal **Lundi 10 avril 2018**

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-François Ravot, Maire.

Date de la convocation : 5 avril 2018

Nombre de conseillers : 15
En exercice : 11
Votants : 11

Présents : Mmes MP. Girod, C. Mathieu, C. Martin
MM. JF Ravot, G. Duraffourg, R. Letscher, T. Leyvraz, C. Saitta, P. Tissot

Absents excusés : S. Mazenc-Nehr, P. Chiggiato

Procurations : S. Mazenc-Nehr à R. Letscher, P. Chiggiato à MP. Girod

Secrétaire de séance : C. Mathieu

Début de la séance : 20 heures

I. Approbation du compte-rendu du conseil du 12 février 2018

Approuvé à l'unanimité

II. Délibérations :

1- Vote du budget primitif 2018

Le conseiller municipal en charge des finances présente au Conseil municipal le budget primitif 2018 qui peut se résumer comme suit :

Dépenses de fonctionnement : 1 872 583.34 €

Recettes de fonctionnement : 1 872 583.34 €

Dépenses d'investissement : 2 106 806.81 €

Recettes d'investissement : 2 106 806.81 €

Approuvé à l'unanimité

2- Approbation du compte de gestion 2017

Le conseiller municipal en charge des finances présente au Conseil municipal le compte de gestion 2017.

Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2017 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées, celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif et l'état du passif ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés :

Le Conseil municipal statue sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 compris celles relatives à la journée complémentaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2017, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Approuvé à l'unanimité

3- Approbation du compte administratif 2017

Le Conseiller municipal avec délégation du maire aux Finances, présente à l'assemblée le compte administratif de l'exercice 2017, dressé par M. Jean-François RAVOT, ordonnateur.

Après s'être fait représenter les budgets primitif et supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recette, les bordereaux des mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur ;

Considérant que M. Jean-François RAVOT, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2017, les finances communales en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n'ordonnant que les dépenses justifiées ;

Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

	<u>Fonctionnement</u>		<u>Investissement</u>
<i>Dépenses</i>	Prévu : 2 182 569.07 €	<i>Dépenses</i>	Prévu : 3 180 895.89 €
	Réalisé : 1 425 778.35 €		Réalisé : 967 040.34 €
<i>Recettes</i>	Prévu : 2 182 569.07 €	<i>Recettes</i>	Prévu : 3 180 895.89 €
	Réalisé : 2 157 118.23 €		Réalisé : 1 556 496.39 €

Résultats à la clôture de l'exercice

<u>Fonctionnement</u>	<u>Investissement</u>
Excédent de fonctionnement : 731 339.88 €	Solde d'investissement : 589 456.05 €
Résultats reportés : 55 030.54 €	Résultats reportés : 302 530.89 €
Résultat définitif : 786 370.42 €	Résultat définitif : 891 986.94 €

Monsieur Jean-François Ravot ne prend pas part au vote.

Approuvé à 10 voix pour 11

4 Affectation du résultat 2017

Après avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice, Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de : 786 370.42 €
- un déficit de fonctionnement de : 0.00 €

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		
Résultat de fonctionnement		
<u>A Résultat de l'exercice</u>		
précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		731 339.88 €
<u>B Résultats antérieurs reportés</u>		
ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		55 030.54 €
C Résultat à affecter		
= A+B (hors restes à réaliser)		786 370.42 €
(Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		
<u>D Solde d'exécution d'investissement</u>		891 986.94 €
<u>E Solde des restes à réaliser d'investissement (4)</u>		-672 552.15 €
Besoin de financement F	=D+E	0.00 €
AFFECTATION = C	=G+H	786 370.42 €
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement		600 000.00 €
G = au minimum, couverture du besoin de financement F		
2) H Report en fonctionnement R 002 (2)		186 370.42 €
DEFICIT REPORTE D 002 (5)		0.00 €

Approuvé à l'unanimité

5 Vote des taux d'imposition des taxes directes locales- année 2018

Monsieur le conseiller municipal en charge des finances propose à l'Assemblée le maintien des taux d'imposition des taxes directes locales :

Taxes	Taux 2017	Taux 2018
Habitation	16.03 %	16.03 %
Foncier bâti	10.72 %	10.72 %
Foncier non bâti	52.10 %	52.10 %

Ces taux d'imposition seront appliqués sur l'état de notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2018.

Le Conseil municipal décide de fixer les taux suivants pour l'année 2018 :

- Taxe d'habitation : 16,03 %
- Taxe foncière (bâti) : 10,72 %
- Taxe foncière (non bâti) : 52,10 %

Approuvé à l'unanimité

6 Convention de refacturation des charges Eglise

Monsieur le conseiller municipal en charge des finances présente à l'Assemblée la convention de refacturation à passer avec le Comité Paroissial pour la gestion du bâtiment de l'Eglise.

Elle prévoit la refacturation annuelle au Comité Paroissial des charges d'eau, de gaz et d'électricité supportées par la commune sur ce bâtiment au cours de l'année civile écoulée.

La durée de cette convention s'établit à 3 ans, renouvelable tacitement, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Approuvé à l'unanimité

7 Convention de participation aux frais de fonctionnement du complexe multi-sport partie ESCO- Année 2017

Monsieur le conseiller municipal avec délégation spéciale aux Finances rappelle au Conseil Municipal l'engagement de la commune de Chevry à financer proportionnellement les frais de fonctionnement du stade du complexe sportif (ESCO) situé sur la commune d'Echenevex.

Le coût global de fonctionnement pour 2017 évalué par la commune d'Echenevex s'élève à 33'339.70 €.

Ce coût est réparti entre la commune d'Echenevex, Segny et Chevry à proportion du nombre de licenciés à l'ESCO.

Pour Chevry, le montant 2017 est de 5'010.72 € pour 26 licenciés, soit 192.72 € par licencié.

Cette participation est révisée chaque année, en janvier, selon le budget de fonctionnement du complexe multi-sport, partie ESCO.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte de renouveler la convention avec les communes d'Echenevex et de Segny concernant la participation aux frais de fonctionnement du complexe multi-sport, de la partie ESCO, approuve la participation de la commune de Chevry au titre de l'année 2017 à 5'010.72 €, dit que la dépense est inscrite au budget 2018 en section fonctionnement article 6281, autorise Monsieur le Maire à signer la convention.

Approuvé à l'unanimité

8 Réhabilitation APC- Avenant n° 2 mission maîtrise d'oeuvre

Monsieur le Maire,

VU le Code général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU le projet de procéder à la réhabilitation du guichet de la Poste au rez-de-chaussée du bâtiment réhabilité, et à la création d'un logement à l'étage et en combles, en co-maîtrise d'ouvrage avec la SEMCODA ;

VU le marché pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre confié au cabinet SELARL ATELIER ARCHI & DESIGN par délibération du Conseil municipal en date du 12 octobre 2015 pour un montant de 9.750,00 euros HT ;

VU l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre fixant le forfait définitif de rémunération, et déclarant les co-traitants Monsieur Alain LAZZAROTTO, pour la compétence « Fluides », le cabinet CSB, pour la compétence « Structure » et Monsieur Alain WAILLE, pour la compétence « Economiste de la construction », approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 13 novembre 2017 ;

VU la proposition d'avenant n° 2 au marché de maîtrise d'œuvre portant sur la fusion-absorption des sociétés « SELARL ATELIER ARCHI & DESIGN » (mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre) et « A.ddi.C't ARCHITECTURE SARL » pour constituer la société « SELARL AD+ ».

Le Conseil Municipal approuve la passation d'un avenant n° 2 au marché de maîtrise d'œuvre portant sur la fusion-absorption des sociétés « SELARL ATELIER ARCHI & DESIGN » (mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre) et « A.ddi.C't ARCHITECTURE SARL » pour constituer la société « SELARL AD+ ».

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 2 au marché de maîtrise d'œuvre ainsi que tous les documents afférents.

Approuvé à l'unanimité

9 Réhabilitation APC et création logement- Attribution de marchés de travaux lots 010, 040, 050, 080, 090, 170, 190, 320 et 400

Monsieur le Maire,

VU le Code général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU le projet de procéder à la réhabilitation du guichet de la Poste au rez-de-chaussée du bâtiment réhabilité, et à la création d'un logement à l'étage et en combles, en co-maîtrise d'ouvrage avec la SEMCODA ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 12 février 2018 attribuant les marchés de travaux pour les lots n°120 « Isolation / cloisons / doublage / peintures » et n°420 « Revêtement de sols collés », pour les montants suivants :

Numéro de lot et intitulé	Nom de l'entreprise	Montant du marché (€ HT)		
		Montant total	dont « Réhabilitation du guichet de la Poste » (financement Commune)	dont « Création d'un logement » (financement SEMCODA)
Lot n°120 « Isolation / cloisons / doublage / peintures »	PONCET CONFORT DECOR (01200 CHATILLON EN MICHAILLE)	47.940,28 €	16.175,72 €	31.764,56 €
Lot n°420 « Revêtement de sols collés »	MEURENAND (01160 PONT D'AIN)	2.745,87 €	0,00 €	2.745,87 €
Total HT		50.686,15 €	16.175,72 €	34.510,43 €

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal :

La Commune a engagé une opération de réhabilitation du guichet de la Poste au rez-de-chaussée du bâtiment réhabilité et à la création d'un logement à l'étage et en combles, d'une surface totale de 129,92 m² (et 22,52 m² pour l'abri véhicules pour le logement).

La Commune s'est associée avec la SEMCODA à travers une convention de co-maîtrise d'ouvrage pour que cette dernière réalise, finance et gère le logement ainsi créé.

Dans le cadre de cette réhabilitation, il convient d'attribuer les marchés suivants :

- 010 « VRD / terrassements »
- 040 « Maçonnerie / béton armé »
- 050 « Charpente bois / Couverture tuiles / zinguerie »
- 080 « Menuiseries extérieures PVC »
- 090 « Menuiseries intérieures bois »
- 170 « Plomberie / Sanitaires »
- 190 « Electricité / courants faibles / Chauffage électrique / Ventilation »
- 320 « Serrurerie »
- 400 « Sols scellés »

Une consultation a été lancée sous forme d'une procédure adaptée ouverte conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Un avis d'appel public à la concurrence a été adressé le 31 janvier 2018 pour publication dans LA VOIX DE L'AIN, LE DAUPHINE LIBERE (Edition Haute-Savoie), et sur la plateforme de dématérialisation « Achat Public ».

La date limite de remise des offres a été fixée au 2 mars 2018 à 12h00. Monsieur le Maire donne lecture en séance du rapport d'analyse des offres « avant négociation » et « après négociation » établis par la maîtrise d'œuvre, et du rapport d'analyse des candidatures.

Au vu des rapports d'analyse, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'ATTRIBUER les marchés aux entreprises suivantes :

Numéro de lot et intitulé	Nom de l'entreprise	Montant du marché (€ HT)			Variante à l'initiative de l'acheteur retenue (pour les lots concernés) (€ HT)		
		Montant total	dont « Réhabilitation du guichet de la Poste » (financement Commune)	dont « Création d'un logement » (financement SEMCODA)	Montant total	dont « Réhabilitation du guichet de la Poste » (financement Commune)	dont « Création d'un logement » (financement SEMCODA)
Lot n°010 « VRD / terrassements »	ROUX TP (01960 PERONNAS)	25 684,70 €	20 547,76 €	5 136,94 €			
Lot n°040 « Maçonnerie / béton armé »	ETS GALLIA (01200 CHATILLON EN MICHAILLE)	86 000,00 €	40 945,76 €	45 054,24 €	non retenue		non retenue
Lot n°050 « Charpente bois / Couverture tuiles / zinguerie »	MICHEL BOTTERI ET FILS (01420 CORBONOD)	30 637,42 €	12 254,97 €	18 382,45 €	500,00 €	200,00 €	300,00 €
Lot n°080 « Menuiseries extérieures PVC »	LANCON ET FILS (39200 SAINT CLAUDE)	8 408,00 €	2 681,00 €	5 727,00 €			
Lot n°090 « Menuiseries intérieures bois »	LANCON ET FILS (39200 SAINT CLAUDE)	22 954,50 €	5 655,00 €	17 299,50 €	non retenue		non retenue
Lot n°120 « Isolation / cloisons / doublage / peintures »	PONCET CONFORT DECOR (01200 CHATILLON EN MICHAILLE)	47 940,28 €	16 175,72 €	31 764,56 €			
Lot n°170 « Plomberie / Sanitaires »	GERMAIN (01200 CHATILLON EN MICHAILLE)	11 831,63 €	3 154,08 €	8 677,55 €			
Lot n°190 « Electricité / courants faibles / Chauffage électrique / Ventilation »	GONTARD FORAZ (01630 SAINT GENIS POUILLY)	37 700,00 €	22 324,74 €	15 375,26 €			
Lot n°320 « Serrurerie »	DESA SERRURERIE METALLERIE (01130 LES NEYROLLES)	1 771,20 €	1 771,20 €	0,00 €			
Lot n°400 « Sols scellés »	CARREL'AIN (01100 OYONNAX)	15 516,20 €	11 231,10 €	4 285,10 €			
Lot n°420 « Revêtement de sols collés »	MEURENAND (01160 PONT D'AIN)	2 745,87 €	0,00 €	2 745,87 €			
TOTAL HT		291 189,80 €	136 741,33 €	154 448,47 €	500,00 €	200,00 €	300,00 €
Dont montant total HT marchés de base + variantes :							
Montant total :				291 689,80 €			
dont « Réhabilitation du guichet de la Poste » (financement Commune) :				136 941,33 €			
dont « Création d'un logement » (financement SEMCODA) :				154 748,47 €			

Le montant total des marchés attribués (marchés de base + variantes à l'initiative de l'acheteur) s'élève ainsi à **241.003,65 €HT**, réparti comme suit :

Montant total	dont « Réhabilitation du guichet de la Poste » (financement Commune)	dont « Création d'un logement » (financement SEMCODA)
241 003,65 €	120 765,61 €	120 238,04 €

Dans le cadre de cette opération, le montant total des marchés attribués (y compris les lots n°120 et 420) s'élève ainsi à **291.689,80 €HT** (marchés de base + variantes à l'initiative de l'acheteur).

- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son Représentant, à signer ces marchés ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

Le Conseil Municipal accepte d'attribuer les lots **n° 010, 040, 050, 080, 090, 170, 190, 320 et 400** aux entreprises susmentionnées.

Il autorise Monsieur le Maire ou son Représentant, à signer ces marchés ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

Approuvé à l'unanimité

10 Dénonciation convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la SEMCODA pour réhabilitation-extension du centre technique municipal et création de logements

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal sa décision de réhabiliter le centre technique communal ainsi que la création de 3 appartements à l'étage créés par la SEMCODA.

Or, au regard des coûts et des contraintes qui se sont faits jour suite à une première étude, il est proposé de renoncer à cette réhabilitation ainsi qu'au projet de construction de 3 logements.

En effet, la superficie dévolue à ce projet ne permettait aucun agrandissement pourtant nécessaire au stockage du matériel et des véhicules.

Dès lors, il est proposé au Conseil municipal de dénoncer la convention de co-maîtrise d'ouvrage passée avec la SEMCODA et de ne pas donner suite au marché de maîtrise d'œuvre.

Le Conseil municipal décide de dénoncer la convention de co-maîtrise d'ouvrage passée avec la SEMCODA ayant pour objet l'organisation de la maîtrise d'ouvrage pour l'extension-réhabilitation du centre technique municipal et la construction de logements.

Le Conseil municipal décide de ne pas donner suite au marché de maîtrise d'œuvre inhérent au projet d'extension-réhabilitation du centre technique municipal.

Il autorise Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions se rapportant à ce dossier et à signer tout document inhérent à celui-ci.

Approuvé à l'unanimité

11 Délibération modificative : acquisition de la parcelle B137 de 100m2 appartenant à M GIROD DE L'AIN

Dans sa délibération du 13 novembre 2017, le Conseil Municipal a délibéré aux fins d'autoriser l'acquisition d'une parcelle appartenant à M. Bertrand GIROD DE L'AIN d'une superficie de 100 m2.

Une erreur s'est glissée dans l'énoncé de la parcelle. En effet, il faut lire : parcelle B 137 et non B 167.

Le Conseil municipal prend acte de la modification de la délibération du 13 novembre 2017 et approuve cette modification.

Approuvé à l'unanimité

12 Convention pour la réalisation d'une pré-étude de raccordement de 6 zones entre la commune et ENEDIS

Dans le cadre d'un projet d'urbanisation de son centre-bourg, il est nécessaire pour la commune de connaître l'impact de ce projet sur le réseau public de distribution d'électricité et d'obtenir un coût des ouvrages électriques susceptibles d'être construits.

Il est proposé de passer convention avec ENEDIS afin de réaliser cette étude pour un coût de 3 724 € H.T.

Le Conseil municipal décide de passer convention avec ENEDIS pour une pré-étude de raccordement de 6 zones pour un coût de 3 724 € H.T.

Il donne pouvoir à Monsieur le Maire pour signer ladite convention et tout document se rapportant à ce dossier.

Approuvé à l'unanimité

13 Cessation d'octroi d'indemnité de fonction à Mr R Letscher, conseiller municipal

Par délibération en date du 12 mai 2014, Monsieur Robin LETSCHER s'est vu confier une délégation spéciale avec comme compétence les questions d'environnement et de gestion de la forêt communale.

Par délibération en date du 12 mai 2014, le Conseil municipal fixait le montant d'une indemnité de fonction aux conseillers municipaux pour délégation de fonction.

Monsieur Robin LETSCHER souhaite ne plus percevoir l'indemnité liée à cette délégation, il appartient au Conseil municipal de délibérer afin de mettre un terme au versement de l'indemnité inhérente à la délégation de fonction.

Le Conseil municipal décide de mettre un terme à l'octroi de l'indemnité de fonction versée à M. Robin LETSCHER, conseiller municipal.

Approuvé à l'unanimité

14 Délégation aux services Centre de Gestion de L'Ain

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal que le Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale de l'Ain propose une prestation Paies Informatisées.

L'objectif de cette mission facultative est d'aider les collectivités dans les différents travaux liés à la confection des paies (rémunérations ou indemnités) par la mise en commun de moyens techniques.

Cette mission facultative présente de nombreux avantages : suivi de la réglementation en vigueur et application des nouveaux textes dès leur parution, confection des salaires et des états nécessaires, réalisations des déclarations annuelles des salaires, simulation de salaire, éditions diverses.

Eu égard à l'importance et à la complexité des questions touchant aux rémunérations, il est proposé aux membres du conseil municipal de solliciter le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain pour cette prestation et d'autoriser à cette fin le Maire à conclure la convention correspondante. Le détail des prestations réalisées est joint à ladite convention.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide de demander le bénéfice de la prestation de paies informatisées proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain, autorise Monsieur le Maire à conclure la convention correspondante avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain annexée à la présente délibération, décide de prévoir les crédits correspondants au budget de la collectivité, et d'informer que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Approuvé à l'unanimité

15 Création d'un emploi contractuel

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée qu'il y a lieu de créer un emploi d'agent d'accueil à mi-temps pour assurer l'accueil téléphonique, l'accueil de la population ainsi que la rédaction de courriers.

Il est précisé que cette création d'emploi est temporaire et pour une durée de 6 mois avec un recrutement dès que possible. Le Conseil municipal décide de créer un emploi à mi-temps d'agent d'accueil avec un recrutement dès que possible pour une durée de six mois, de lancer le recrutement et précise que la durée hebdomadaire de l'emploi sera à mi-temps de **17h30**.

Le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire à entreprendre toutes les formalités pour l'application de cette décision.

Approuvé à l'unanimité

III. Divers :

Colette Martin : Nettoyage de printemps bien passé avec peu de participation d'élus.

Patrick Tissot : Problème de fuite d'eau à la ferme de la Fontaine suite aux travaux chemin des Hautains, voir avec la CCPG pour résoudre problème

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 21 heures.